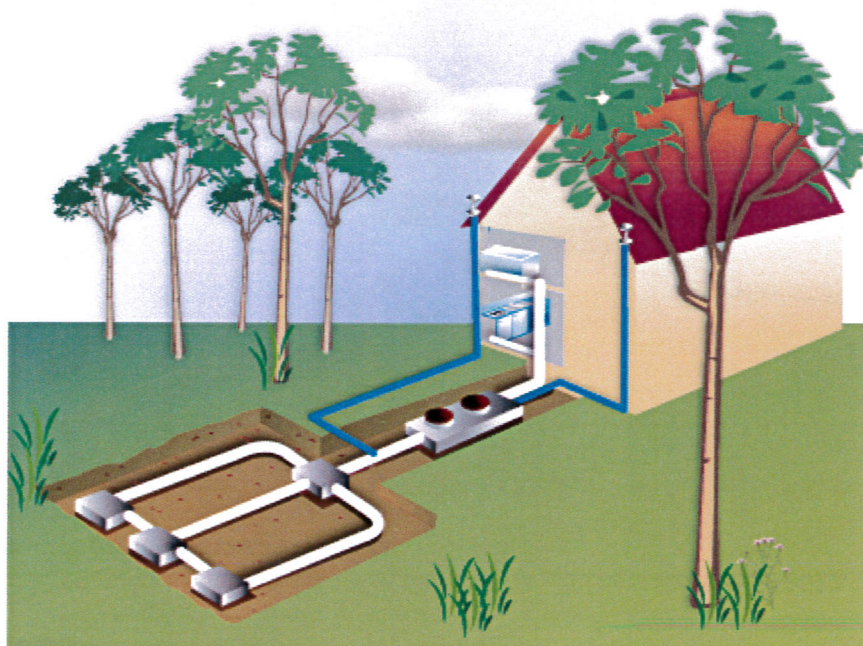


Bilan d'activité SPANC

Exercice 2018



Communauté de Communes des 1000 Etangs

14 Place du Marché 70270 Melisey
Tél. : 03 84 20 05 53 Fax : 03 84 20 06 68
Mail : melisey.cchvo@wanadoo.fr - www.cchvo.org

Préambule

1. Le cadre législatif

2. Les missions du technicien

3. Le contrôle des installations existantes

- 3.1. Les contrôles avant cession
- 3.2. Les contrôles réglementaires de l'existant
- 3.3. La démarche
- 3.4. Résultats des contrôles

4. Le contrôle de conception et de bonne exécution des installations neuves

- 4.1. Instruction de la demande d'installation
 - 4.1.1. Déroulement
 - 4.1.2. Résultats
- 4.2. Contrôle de bonne exécution de système
 - 4.2.1. Principe
 - 4.2.2. Résultats
- 4.3. La délivrance du certificat de conformité

5. Opération aidée à la réhabilitation

- 5.1. Présentation
- 5.2. Bilan des travaux

6. Bilan financier

- 6.1. Equilibre budgétaire
- 6.2. Tarification en vigueur
- 6.3. Résultats des prestations facturées
- 6.4. Pénalités pour défaut de visite
- 6.5. Compte administratif

7. Indicateurs de performance du service

- 7.1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif
- 7.2. Indice de mise en oeuvre de l'assainissement non collectif

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur l'Eau du 03 janvier 1992, la Communauté de Communes de la Haute-Vallée de l'Ognon a reçu de ses 13 communes membres la responsabilité de mettre en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Ce SPANC est effectif depuis le 13 octobre 2006. Ce service est assuré par M.LAB Gaëtan, technicien recruté début 2007.

Dans le cadre de la loi NOTre, la CCHVO rebaptisée Communauté de Communes des 1000 Etangs a intégré début 2017, 13 nouvelles communes de l'ex-CCME dissoute.

Au 31 décembre 2018, le nombre d'habitations non raccordées à une station d'épuration sur la Communauté de Communes s'élève à environ 4000 installations.

Les objectifs de ce rapport sont d'une part d'informer les usagers sur la qualité du service rendu, et d'autre part de permettre à la collectivité d'avoir une vision annuelle globale sur l'ensemble de son activité.

1. LE CADRE LÉGISLATIF

Les lois du 3 janvier 1992 et du 30 décembre 2006 imposent différentes obligations aux communes et aux particuliers en matière d'assainissement.

Les communes ou groupements de communes doivent :

- procéder au zonage d'assainissement de leur territoire, délimitant notamment les zones d'assainissement non collectif.
- mettre en place un service d'assainissement non collectif, et assurer le contrôle de réalisation, de conception et de bon fonctionnement des installations nouvelles et existantes. Chaque assainissement non collectif aura du être diagnostiqué avant le 31 décembre 2012.
- prendre en compte le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'assainissement dans le cadre des procédures de permis de construire.

Les habitations non raccordées au réseau public doivent quant à elles disposer d'installations en bon état de fonctionnement.

2. LES MISSIONS DU TECHNICIEN

Au cours de l'année écoulée, afin de satisfaire aux exigences fixées par la loi sur l'eau, les missions du technicien SPANC ont été au nombre de deux :

- Contrôle des systèmes d'assainissement autonome existants.
- Contrôle de conception et de bonne exécution des installations neuves.

3. LE CONTROLE DES INSTALLATIONS EXISTANTES

On parle de diagnostic quand l'assainissement non collectif n'a pas été encore visité par le technicien SPANC et de contrôle de bon fonctionnement quand l'installation a déjà fait l'objet d'un état des lieux.

3.1. LES CONTROLES AVANT CESSION

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques impose à compter du 1^{er} janvier 2011 à tout vendeur de justifier du bon fonctionnement de son système d'assainissement. Préalablement à la vente d'une maison, le notaire chargé de l'acte interroge la mairie de la commune sur le mode d'assainissement du bien à vendre et sur la conformité de celui-ci.

Les mairies, qui reçoivent ces demandes de renseignements, les transmettent au service de la Communauté de Communes. Celle-ci, depuis sa création et l'embauche du technicien SPANC, est en effet compétente juridiquement et techniquement.

Le technicien SPANC va donc réaliser un diagnostic du système d'assainissement existant au vu de la réglementation en vigueur. Pour être valide, cet état des lieux doit dater de moins de 3 ans au jour de la vente.

En cas de non-conformité, il n'y a pas d'obligation de mise en conformité de la part du vendeur. En revanche, à la date de signature de l'acte de vente, l'acquéreur aura un délai d'une année pour réaliser les travaux.

Le fait que la maison à céder soit équipée d'un ANC en conformité ne peut donc que donner de la valeur à celle-ci, ou plutôt ne pas faire baisser le prix de vente de celle-ci.

3.2. LES CONTROLES RÉGLEMENTAIRES DE L'EXISTANT

En plus de ces contrôles avant cession et depuis début octobre 2008, les contrôles réglementaires des systèmes d'assainissement existants sont en cours sur l'ensemble des 25 communes.

Comme évoqué précédemment, le nombre d'habitations non raccordées à une station d'épuration est d'environ 4000. La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 impose un contrôle au minimum tous les 10 ans pour ce type d'habitation.

Le choix des installations à visiter a été fait en essayant de respecter d'une part le prorata du nombre d'assainissements non collectifs présents sur chaque commune, et d'autre part une répartition géographique la plus homogène possible sur chaque territoire communal.

3.3. LA DÉMARCHE

La démarche du diagnostic se décompose en quatre phases :

- envoi d'un courrier d'information au propriétaire fixant la date et l'heure de la visite
- contrôle sur place
- rédaction d'un diagnostic du système d'assainissement en deux exemplaires, émargé par le contrôleur et le propriétaire
- envoi d'une copie du rapport à la mairie concernée et au notaire dans le cas d'un diagnostic avant cession.

3.4. RÉSULTATS DES CONTRÔLES SUR L'ANNEE 2018

| Communes | HABITATIONS | | INSTALLATIONS | |
|-----------------------------|-------------|------------|---------------|--------------------------|
| | Contactées | Contrôlées | Non Conformes | Conformes ou acceptables |
| AMAGE | 0 | 4 | 4 | 0 |
| AMONT ET EFFRENEY | 16 | 28 | 25 | 3 |
| BELFAHY | 0 | 1 | 1 | 0 |
| BELMONT | 0 | 3 | 3 | 0 |
| BELONCHAMP | 13 | 1 | 1 | 0 |
| BEULOTTE SAINT LAURENT | 0 | 14 | 11 | 3 |
| CORRAVILLERS | 0 | 3 | 3 | 0 |
| ECROMAGNY | 12 | 1 | 1 | 0 |
| ESMOULIERES | 0 | 20 | 18 | 2 |
| FAUCOGNEY ET LA MER | 0 | 1 | 1 | 0 |
| FRESSE | 0 | 13 | 11 | 2 |
| HAUT DU THEM | 0 | 10 | 10 | 0 |
| LA BRUYERE | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LA LANterne | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LA LONGINE | 12 | 18 | 14 | 4 |
| LA MONTAGNE | 0 | 3 | 3 | 0 |
| LA PROISELIERE ET LANGLE | 11 | 13 | 12 | 1 |
| LA ROSIERE | 0 | 1 | 1 | 0 |
| LA VOIVRE | 0 | 3 | 3 | 0 |
| LES FESSEY | 10 | 12 | 10 | 2 |
| MELISEY | 0 | 10 | 10 | 0 |
| MONTESSAUX | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ST BARTHELEMY | 0 | 3 | 2 | 0 |
| SERVANCE-MIELLIN | 0 | 11 | 11 | 0 |
| TERNUAY MELAY SAINT HILAIRE | 1 | 7 | 6 | 1 |
| TOTAL | 75 | 177 | 159 | 18 |

Tableau 1 : Bilan des contrôles du système d'assainissement autonome existant réalisés par le technicien SPANC

En 2018, 177 contrôles de l'existant ont été réalisés sur l'ensemble de la Communauté de Communes des 1000 Etangs dans une fourchette par commune variant de 0 à La Bruyère ou La Lanterne et les Armonts jusqu'à 28 à Amont et Effreney. Le nombre de visites réalisé en 2018 est inférieur à celui de l'année précédente.

Le taux de non-conformité des installations contrôlées en 2018 est de 89.8%, alors que la moyenne nationale se situe aux alentours de 80

A la date du 31 décembre 2018, le SPANC de la CCME créé en 2007, a visité 2900 installations existantes. Pour mémoire, on dénombre 4000 habitations non raccordées sur l'ensemble des 25 communes membres. Il reste donc un peu moins de 1100 systèmes à diagnostiquer.

4. LE CONTRÔLE DE CONCEPTION ET DE BONNE IMPLANTATION DES INSTALLATIONS NEUVES

Lorsqu'un propriétaire souhaite mettre en place un système d'assainissement autonome, dans le cadre d'un projet de construction neuve ou dans celui d'une réhabilitation, le pétitionnaire doit suivre la procédure mise en place par le SPANC pour la bonne implantation et la bonne exécution des ouvrages d'assainissement non collectif.

Ce suivi se décompose en 5 phases distinctes :

- le dépôt de demande d'autorisation d'installation d'assainissement autonome,
- la validation par le SPANC de la filière proposée,
- le premier contrôle de bonne exécution,
- le deuxième contrôle de bonne exécution,
- la délivrance du certificat de conformité.

4.1. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'INSTALLATION

4.1.1. Déroulement

Lorsqu'un particulier dépose un permis de construire en mairie et que sa propriété n'est pas raccordable au réseau d'assainissement collectif, il est tenu de faire une demande d'installation d'un système d'assainissement autonome.

Il doit donc remplir, dater et signer le formulaire de demande d'installation et le retourner à la Communauté de Communes de la Haute Vallée de l'Ognon.

Dans cette demande, le pétitionnaire propose une filière d'épuration qui doit être conforme à l'arrêté du 07 mars 2012 fixant les prescriptions de mise en place des systèmes d'assainissement autonome.

A la réception de la demande, le SPANC émet alors un avis sur le système proposé qui devra être modifié en cas de réponse défavorable.

Une attention particulière est portée sur le respect du dimensionnement de l'installation projetée, autant le système de pré-traitement que la filière d'épandage. Une fois que cette demande est validée par le SPANC, le pétitionnaire est autorisé à débiter les travaux d'assainissement.

4.1.2. Résultats

| Communes | Nombre de demandes d'installation | AVIS | |
|-----------------------------|-----------------------------------|-----------|------------------------|
| | | FAVORABLE | FAVORABLE SOUS RÉSERVE |
| AMAGE | 0 | 0 | 0 |
| AMONT ET EFFRENEY | 3 | 3 | 0 |
| BELFAHY | 2 | 2 | 0 |
| BELMONT | 1 | 1 | 0 |
| BELONCHAMP | 0 | 0 | 0 |
| BEULOTTE SAINT LAURENT | 1 | 1 | 0 |
| CORRAVILLERS | 1 | 1 | 0 |
| ECROMAGNY | 1 | 1 | 0 |
| ESMOULIERES | 1 | 1 | 0 |
| FAUCOGNEY ET LA MER | 0 | 0 | 0 |
| FRESSE | 6 | 6 | 0 |
| HAUT DU THEM | 4 | 4 | 0 |
| LA BRUYERE | 1 | 1 | 0 |
| LA LANTERNE | 1 | 1 | 0 |
| LA LONGINE | 1 | 1 | 0 |
| LA MONTAGNE | 0 | 0 | 0 |
| LA PROISELIERE ET LANGLE | 0 | 0 | 0 |
| LA ROSIERE | 1 | 1 | 0 |
| LA VOIVRE | 6 | 6 | 0 |
| LES FESSEY | 0 | 0 | 0 |
| MELISEY | 9 | 9 | 0 |
| MONTESSAUX | 6 | 6 | 0 |
| ST BARTHELEMY | 0 | 0 | 0 |
| SERVANCE-MIELLIN | 2 | 2 | 0 |
| TERNUAY MELAY SAINT HILAIRE | 3 | 3 | 0 |
| TOTAL | 50 | 50 | 0 |

Tableau 2 : Bilan des instructions

Durant l'année 2018, 50 demandes d'autorisation d'installation d'assainissement autonome ont été déposées sur l'ensemble de la Communauté de Communes des 1000 Etangs. Toutes ont été validées par le SPANC.

Il est à noter que depuis le 01^{er} juillet 2012, dans le cadre d'un permis de construire, la réglementation impose qu'une attestation de conformité doit être jointe au dossier de permis déposé en mairie. C'est le formulaire de demande d'autorisation d'installation validé par le SPANC qui fait office de certificat de conformité.

4.2. CONTRÔLE DE BONNE EXÉCUTION DU SYSTÈME

4.2.1. Principe

Pour être déclaré conforme, le système proposé doit être contrôlé par le technicien SPANC avant et après remblaiement afin de vérifier que tous les éléments prévus sont bien installés. Lors du retour de la demande d'autorisation validée par le SPANC, le pétitionnaire est informé qu'il doit prendre contact avec le technicien afin de fixer une date de rendez-vous pour la première visite.

Lors de cette visite, une attention particulière est apportée aux points suivants :

- volume de la fosse conforme au projet validé
- présence de pouzzolane dans le pré-filtre
- respect des distances minimales du dispositif de traitement
- présence du système de double ventilation
- respect de la profondeur des tuyaux d'épandage
- accessibilité au traitement par des regards de contrôle et étanchéité de ceux-ci
- présence de matériaux filtrants et d'une couche de géotextile anti-contaminante au niveau du système d'épandage.

4.2.2. Résultats

| Communes | Installations contrôlées | Mises en conformité | Conformes | Acceptables | Non conformes |
|-----------------------------|--------------------------|---------------------|-----------|-------------|---------------|
| AMAGE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AMONT ET EFFRENEY | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| BELFAHY | 4 | 3 | 4 | 0 | 0 |
| BELMONT | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 |
| BELONCHAMP | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| BEULOTTE SAINT LAURENT | 2 | 2 | 1 | 0 | 1 |
| CORRAVILLERS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECROMAGNY | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| ESMOULIERES | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| FAUCOGNEY ET LA MER | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 |
| FRESSE | 8 | 6 | 8 | 0 | 0 |
| HAUT DU THEM | 7 | 6 | 7 | 0 | 0 |
| LA BRUYERE | 4 | 4 | 4 | 0 | 0 |
| LA LANterne | 7 | 5 | 6 | 1 | 0 |
| LA LONGINE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LA MONTAGNE | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| LA PROISELIERE ET LANGLE | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 |
| LA ROSIERE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LA VOIVRE | 6 | 6 | 6 | 0 | 0 |
| LES FESSEY | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| MELISEY | 8 | 6 | 8 | 0 | 0 |
| MONTESSAUX | 5 | 4 | 5 | 0 | 0 |
| ST BARTHELEMY | 2 | 1 | 2 | 0 | 0 |
| SERVANCE-MIELLIN | 11 | 9 | 8 | 3 | 0 |
| TERNUAY MELAY SAINT HILAIRE | 5 | 4 | 5 | 0 | 0 |
| TOTAL | 79 | 66 | 73 | 5 | 1 |

Tableau 3 : Bilan des contrôles de bonne exécution

Durant l'année 2018, 79 filières d'assainissement ont été contrôlées suite à leur mise en place. Parmi ces filières, 66 faisaient l'objet d'une réhabilitation.

73 installations répondaient complètement à toutes les prescriptions techniques fixées par l'arrêté du 07 mars 2012.

Sur les 5 déclarées acceptables, la ventilation haute issue directement de la fosse devait être installée. Il a été demandé accessoirement au pétitionnaire de rajouter de la pouzzolane dans le préfiltre dans le but de retenir le maximum de matières en suspension dans celui-ci, afin d'augmenter la durée de vie de l'installation.

Un délai d'un mois est en général laissé au pétitionnaire pour achever la totalité de l'installation.

En ce qui concerne enfin l'installation déclarée non conforme, la filière de traitement par lit filtrant non drainé s'est avéré ne pas être adaptée au terrain.

4.3. LA DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

Suite à ces deux visites, un rapport de visite est rédigé par le technicien SPANC.

Trois cas peuvent se présenter :

- Le système d'assainissement autonome est conforme en tout point aux prescriptions techniques réglementaires
- Il y a lieu de procéder à différentes modifications pour se conformer à la réglementation qui ne perturbent pas néanmoins le fonctionnement de la filière. La filière est déclarée acceptable
- La filière est non conforme à la réglementation et doit être ré-exécutée dans les meilleurs délais.

5. OPERATION AIDEE A LA REHABILITATION

5.1. PRESENTATION

Dans le cadre de son plan d'action 2013-2018, l'Agence de l'Eau octroie une aide financière à la réhabilitation des installations déclarées non conforme sous certaines conditions.

En effet, pour pouvoir bénéficier de l'aide forfaitaire d'un montant de 3300€ quel que soit le coût des travaux, les critères d'éligibilité sont les suivants :

- l'installation d'assainissement non collectif de l'habitation à réhabiliter doit dater d'avant 1996
- le SPANC estime à la suite du diagnostic réglementaire, que l'habitation ne dispose pas du tout de système d'assainissement non collectif ou que l'existant présente un danger pour la santé des personnes ou représente un risque avéré de pollution de l'environnement au sens de l'arrêté contrôle du 27 avril 2012.
- une étude de sol avec carottage et test de perméabilité doit être réalisée par un cabinet mandaté afin de préconiser la filière la mieux adaptée aux conditions pédo-morphologiques du terrain.

Concernant l'étude de sol, son coût se situe entre 300€ et 600€. Dans tous les cas, chaque volontaire pourrait donc espérer une remise de 2700€ du coût total des travaux. Si le montant de la dépense du particulier est inférieur au montant du forfait alloué, l'aide est plafonnée au montant de la dépense.

Dans le cadre de ce programme de réhabilitations, la possibilité est donnée de laisser la maîtrise d'ouvrage au propriétaire de l'installation. Charge à lui de contacter le ou les cabinets mandatés, de faire établir les devis correspondant aux résultats de l'étude par les entreprises de terrassement, et enfin de procéder au règlement des différentes prestations.

Outre ses missions obligatoires de contrôles de conception et de bonne exécution, le rôle du Service public d'Assainissement Non Collectif sera d'organiser la ou les opérations, de monter les dossiers d'aide individuels et de jouer le rôle de mandataire entre les particuliers et l'Agence de l'Eau, celle-ci n'étant pas autorisée à attribuer une aide directement à une personne physique.

Une subvention à l'animation-coordination de la démarche, d'un montant de 300€ par installation est attribuée au SPANC par l'Agence de l'Eau .

Ainsi, après avoir monté un dossier d'aide globale auprès de l'Agence de l'Eau et recenser les installations éligibles et déjà diagnostiquées, le technicien SPANC a envoyé un courrier aux propriétaires concernés, leur demandant s'il souhaitait participer, sur la base du volontariat, à une seconde opération.

Une fois les études réalisées, les préconisations ont été données. Et les travaux de mise en conformité ont pu débute

5.2. BILAN DES TRAVAUX

| Communes | Propriétaires ayant réalisé les travaux et bénéficié de l'aide |
|-----------------------------|--|
| AMAGE | 0 |
| AMONT ET EFFRENEY | 0 |
| BELFAHY | 2 |
| BELMONT | 0 |
| BELONCHAMP | 0 |
| BEULOTTE SAINT LAURENT | 0 |
| CORRAVILLERS | 0 |
| ECROMAGNY | 0 |
| ESMOULIERES | 1 |
| FAUCOGNEY ET LA MER | 0 |
| FRESSE | 2 |
| HAUT DU THEM | 4 |
| LA BRUYERE | 3 |
| LA LANTERNE | 1 |
| LA LONGINE | 0 |
| LA MONTAGNE | 1 |
| LA PROISELIERE ET LANGLE | 2 |
| LA ROSIERE | 0 |
| LA VOIVRE | 3 |
| LES FESSEY | 0 |
| MELISEY | 3 |
| MONTESSAUX | 4 |
| ST BARTHELEMY | 1 |
| SERVANCE-MIELLIN | 5 |
| TERNUAY MELAY SAINT HILAIRE | 3 |
| TOTAL | 35 |

Tableau 4 : Bilan des réhabilitations aidées

Au cours de l'année 2018, 35 propriétaires d'installation ont finalisé la démarche et donc pu effectivement bénéficier de l'aide allouée par l'Agence de l'Eau soit un montant global de 115500€.

6. BILAN FINANCIER

6.1. ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

La législation impose que le SPANC soit autofinancé au terme de ses 4 ans d'existence. Pour assurer l'équilibre budgétaire, il a donc été décidé depuis le 01^{er} janvier 2010 de mettre en place une redevance annuelle de 8 € sur chaque logement non raccordé à une station d'épuration, recensé sur le territoire intercommunal, permettant ainsi un étalement sur 8 ans de la redevance initialement prévue d'un montant de 61€.

6.2. TARIFICATION EN VIGUEUR

Les tarifs en vigueur pour l'exercice 2018 ont été fixés par délibération du Conseil de Communauté en date du 16 décembre 2009 :

| PRESTATION | TARIF |
|---|----------|
| Contrôle de conception et de bonne exécution | 120,00 € |
| Diagnostic de l'existant avant cession devant notaire | 61,00 € |
| Redevance annuelle pour contrôle de bon fonctionnement et entretien | 8,00 € |

6.3. RESULTATS DES PRESTATIONS FACTUREES

| Communes | Nombre de dossiers traités | Diagnostics de l'existant avant cession facturés | Suivis des installations neuves facturés | Total des redevances facturées |
|-----------------------------|----------------------------|--|--|--------------------------------|
| AMAGE | 4 | 2 | 1 | 242 € |
| AMONT ET EFFRENEY | 29 | 13 | 1 | 913 € |
| BELFAHY | 5 | 1 | 5 | 661 € |
| BELMONT | 5 | 2 | 0 | 122 € |
| BELONCHAMP | 2 | 1 | 1 | 181 € |
| BEULOTTE SAINT LAURENT | 16 | 2 | 6 | 842 € |
| CORRAVILLERS | 3 | 3 | 0 | 183 € |
| ECROMAGNY | 2 | 1 | 0 | 61 € |
| ESMOULIERES | 21 | 3 | 1 | 303 € |
| FAUCOGNEY ET LA MER | 2 | 1 | 1 | 181 € |
| FRESSE | 21 | 15 | 6 | 1 635 € |
| HAUT DU THEM | 17 | 10 | 3 | 970 € |
| LA BRUYERE | 4 | 0 | 1 | 120 € |
| LA LANTERNE | 7 | 1 | 6 | 781 € |
| LA LONGINE | 18 | 5 | 1 | 425 € |
| LA MONTAGNE | 4 | 2 | 1 | 242 € |
| LA PROISELIERE ET LANGLE | 15 | 2 | 0 | 122 € |
| LA ROSIERE | 1 | 1 | 0 | 61 € |
| LA VOIVRE | 9 | 3 | 0 | 183 € |
| LES FESSEY | 12 | 2 | 0 | 122 € |
| MELISEY | 18 | 10 | 6 | 1 330 € |
| MONTESSAUX | 5 | 0 | 2 | 240 € |
| ST BARTHELEMY | 5 | 3 | 2 | 423 € |
| SERVANCE-MIELLIN | 22 | 10 | 3 | 970 € |
| TERNUAY MELAY SAINT HILAIRE | 12 | 6 | 4 | 846 € |
| TOTAL | 256 | 99 | 51 | 12 159 € |

Tableau 6 : Bilan des interventions du technicien SPANC facturées durant l'année 2018

Durant l'année 2018, sur l'ensemble des 256 dossiers traités, 150 ont été facturés forfaitairement. Le montant total des titres exécutoires forfaitaires émis en 2018 s'élève à 12159€. Pour mémoire, il était de 9438€ en 2017, 6656€ en 2016 et 5743€ en 2015.

6.4. PENALITE POUR DEFAUT DE VISITE

Conformément à l'article L1331-8 du Code de la Santé Public, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L1331-1 à L1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payé au service public d'assainissement non collectif si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée d'une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100% . Ainsi le règlement du Service établi en 2012 prévoit donc que la redevance annuelle soit doublée en cas de défaut d'accès à l'installation.

Il y a défaut d'accès dans deux cas précis :

- soit le propriétaire après avoir été contacté par le SPANC a indiqué qu'il refusait la visite
- soit le propriétaire après que le technicien SPANC ait fixé une heure et une date de contrôle, n'est pas présent le jour de contrôle.

| | |
|-------------------------------------|-----------|
| Amage | 0 |
| Amont et Effreney | 0 |
| Belfahy | 3 |
| Belmont | 3 |
| Belonchamp | 2 |
| Beulotte Saint Laurent | 3 |
| Corravillers | 0 |
| Ecromagny | 11 |
| Esmoulières | 2 |
| Fresse | 27 |
| Faucogney et La Mer | 0 |
| Haut du Them Château Lambert | 7 |
| La Bruyère | 0 |
| La Lanterne | 2 |
| La Longine | 1 |
| La Montagne | 2 |
| La Proiselière et Langle | 1 |
| La Rosière | 0 |
| La Voivre | 1 |
| Les Fessey | 0 |
| Melisey | 13 |
| Montessaux | 1 |
| Saint Barthélemy | 3 |
| Servance Miellin | 3 |
| Ternuay Melay Saint Hilaire | 13 |
| TOTAL | 98 |

Tableau 7 : Bilan des Pénalités

Cette majoration de la redevance étant appliquée tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à ses obligations elle aurait du avoir tendance à augmenter légèrement chaque année. Ainsi, elle a été appliquée sur 100 installation en 2017 et 93 installations en 2016.

Comme évoqué dans les bilans passés, cette pénalité est plus symbolique qu'autre chose. Il y a une très faible augmentation d'une année sur l'autre. En effet, les défauts d'accès constatés sur un exercice compensent les propriétaires qui ont régularisé leur situation dans l'année.

6.5. COMPTE ADMINISTRATIF

| RESULTAT EXERCICE 2018 | | |
|------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Libellés | Section d'investissement | Section de fonctionnement |
| Mandats émis | 213.60 € | 195 123.51 € |
| Mandats annulés | - | - |
| Titres émis | 0.00 € | 214 745.00 € |
| Titres annulés | - | - |
| Résultats | -213.60€ | 19621.49 € |

| | Résultats cumulés au 31/12/2017 | Affectation 2018 | Résultats exercice 2018 | Résultats cumulés au 31/12/2018 |
|----------------|---------------------------------|------------------|-------------------------|---------------------------------|
| Investissement | 12 557.81 € | - | -213.60 € | 12 344.21 € |
| Fonctionnement | 40 105.72 € | - | 19 621.49 € | 59 727.21 € |
| TOTAUX | 52 663.53 € | 0,00 € | 19 407.89 € | 72 071.42 € |

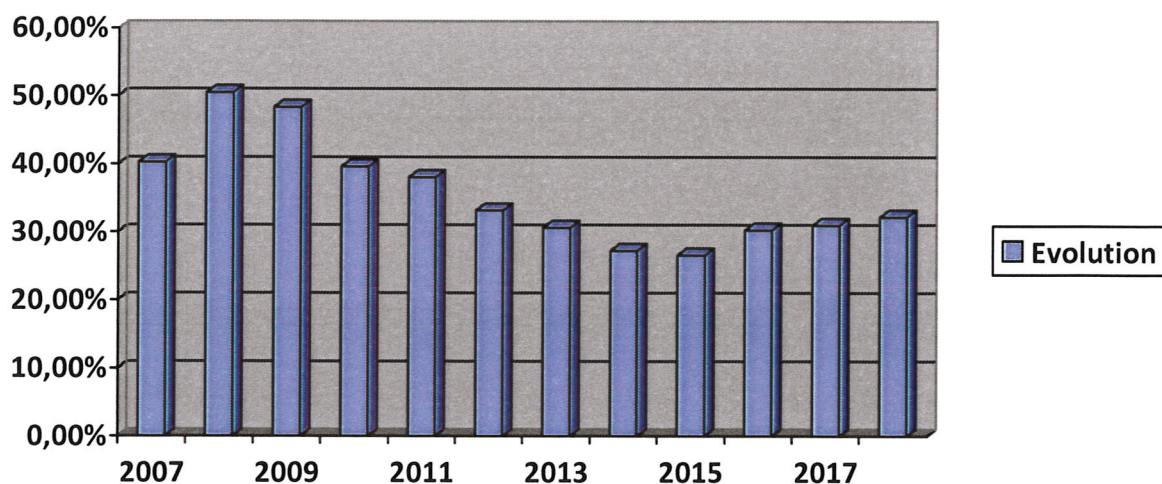
| | Résultats cumulés au 31/12/2018 | Reste à réaliser au 31/12/2018 | | Résultats y compris restes à réaliser |
|----------------|---------------------------------|--------------------------------|----------|---------------------------------------|
| | | Dépenses | Recettes | |
| Investissement | 12 344.21 € | 1200,00 € | 240.00€ | 11 384.21 € |
| Fonctionnement | 59 727.21 € | - | - | 59 727.21 € |
| TOTAUX | 72 071.42 € | 1200,00 € | 240.00€ | 71 111.42 € |

7. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

7.1. TAUX DE CONFORMITÉ DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service | 72 | 208 | 499 | 803 | 1114 | 1435 | 1766 | 2092 | 2365 | 2520 | 2684 | 2845 |
| Nombre d'installations conformes ou acceptables | 29 | 105 | 241 | 318 | 424 | 476 | 541 | 569 | 628 | 762 | 831 | 915 |
| Taux de conformité des dispositifs ANC en % | 40,28 % | 50,48 % | 48,30 % | 39,60 % | 38,06 % | 33,17 % | 30,63 % | 27,20 % | 26,55 % | 30,24 % | 30,96 % | 32,16 % |

Progression du taux de conformité



Le taux de conformité des dispositifs ANC est calculé comme suit :

$$\left(\frac{\text{Nombre total des ANC contrôlés ayant reçu un avis « conforme » ou « acceptable »}{\text{Nombre total d'ANC contrôlés depuis la création service}} \right) \times 100$$

On constate depuis 2008, une diminution régulière du taux de conformité des filières d'ANC, passant de 50% à 26% entre 2008 et 2015.

Cela s'explique par le fait qu'au début des diagnostics, il avait été décidé de commencer les contrôles sur les installations les plus récentes afin de sensibiliser les propriétaires à la nécessité d'un entretien régulier. Aussi la proportion d'installations jugées conformes par rapport à celles déjà contrôlées était importante.

Ce taux de conformité aurait dû encore diminuer les années suivantes pour se rapprocher de 20%, qui représente la valeur de la moyenne nationale. La légère augmentation constatée entre 2015 et 2018 semble s'expliquer par les mises en conformité réalisées suite à une vente ou dans le cadre des opérations aidées

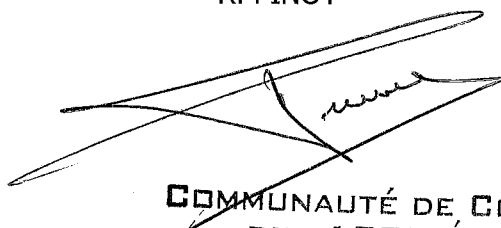
**7.2. INDICE DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
(Indicateur descriptif D302.0)**

| | | Action effective en totalité (oui/non) | Nombre de points possibles | Nombre de points obtenus |
|---|--|--|----------------------------|--------------------------|
| A. Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en oeuvre du service public d'assainissement non collectif | Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération | oui | 20 | 20 |
| | Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération | oui | 20 | 20 |
| | Mise en oeuvre de la vérification de conception des installations réalisées ou réhabilités depuis moins de 8 ans | oui | 30 | 30 |
| | Mise en oeuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations | oui | 30 | 30 |
| B. Eléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations | non | 10 | 0 |
| | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | non | 20 | 0 |
| | Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange | non | 10 | 0 |
| TOTAL | | | 140 | 100 |

Pour chaque élément du service public d'assainissement non collectif, la réponse « oui » correspond à une mise en œuvre complète (ou à une capacité de mise en œuvre complète pour les missions réalisées à la demande des usagers) sur l'ensemble du territoire de la collectivité compétente en matière d'assainissement non collectif. Dans les autres cas, le nombre de points à retenir est celui qui figure dans la colonne « non ».

Fait à Melisey, le 04 juillet 2019

Le Président,
R. PINOT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Pinot', is written over a large, stylized graphic element consisting of several overlapping, elongated, teardrop-like shapes.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DES 1000 ÉTANGS